

ACTION URGENTE

ITALIE. DES CENTAINES DE ROMS ONT ÉTÉ EXPULSÉS DE FORCE

Des centaines de Roms vivant dans le campement de Gianturco ont été expulsés de force le 7 avril. Des dizaines de familles avaient déjà quitté le campement en raison d'une intensification des contrôles et du harcèlement par la police, et on craint que beaucoup d'entre elles ne soient sans abri. Les 200 personnes encore présentes le 7 avril ont reçu une solution de relogement non adaptée ou se sont retrouvées sans abri et vulnérables à d'autres violations des droits humains.

Des centaines de Roms vivant dans le campement informel de Gianturco, à Naples (Italie), ont été expulsés de force par les autorités locales le 7 avril. Deux semaines auparavant, les familles avaient été informées par les autorités que l'expulsion était prévue pour le 11 avril, mais le 6 avril, on leur a dit qu'elle aurait lieu le lendemain. Amnesty International a été autorisée à pénétrer dans la zone bouclée afin de surveiller les opérations. Les journalistes n'ont pas pu entrer.

On estime que **1 300 Roms roumains** vivaient à Gianturco, mais seules 200 personnes, dont des enfants, des personnes âgées et des malades, étaient présentes lorsque l'expulsion forcée a eu lieu. Des dizaines de familles avaient quitté le campement au cours des semaines précédentes, de peur de se retrouver sans abri, car les autorités leur avaient dit qu'il n'y aurait pas de solution de relogement pour tout le monde. Les contrôles de police répétés, qui se sont intensifiés à l'approche du 7 avril, s'apparentaient à du harcèlement. L'expulsion forcée a eu lieu en quatre heures. Tous les logements ont été démolis et la zone a été interdite d'accès.

Les autorités ont transféré environ 130 personnes dans un nouveau camp spécifiquement destiné aux Roms, à Via del Riposo, où un campement rom avait été incendié par des inconnus en 2013. Des slogans anti-Roms avaient déjà été peints à la bombe sur les murs alentours. Amnesty a vu des personnes qui passaient en voiture crier des insultes contre les Roms. Les autorités locales ont dit aux chercheurs que des membres des forces de police resteraient à l'extérieur du camp pendant un certain temps, car elles craignent des attaques et de l'hostilité de la part de personnes anti-Roms. Quelques familles se sont vu proposer de déménager au centre « Grazia Deledda », dont beaucoup de Roms ont dit que les conditions de vie étaient mauvaises, sans intimité et avec seulement des douches et des cuisines communes. Amnesty n'a pas encore eu accès au camp de Via del Riposo ou au centre et attend une réponse des autorités à une demande faite le 7 avril. Beaucoup de familles n'ont pas reçu de solution de relogement et se sont retrouvées sans abri à la suite de l'expulsion forcée. Au moins deux familles, dont une avec un enfant d'un an, ont passé ces derniers jours dans leurs voitures. Une femme enceinte de sept mois et un homme de 20 ans gravement malade ont dormi dans une gare. On est sans nouvelles de dizaines d'autres familles. Le 11 avril, lors d'une rencontre demandée par des familles roms et des militants, les autorités locales ont déclaré qu'il n'y avait pas de solution de relogement pour les familles qui se sont retrouvées sans abri.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en italien, en anglais ou dans votre propre langue :

- demandez aux autorités de fournir à toutes les personnes qui se sont retrouvées sans abri après l'expulsion forcée du 7 avril à Gianturco une solution de relogement adaptée grâce à une consultation réelle et ouverte ;
- appelez-les à consulter de toute urgence les familles roms du camp de Via del Riposo spécifiquement destiné aux Roms afin de développer des plans de relogement durable conformes aux normes internationales et régionales en matière de droits humains et à la Stratégie nationale de l'Italie relative à l'intégration des Roms ;
- engagez-les à veiller à ce qu'aucune autre expulsion forcée de Roms n'ait lieu à Naples.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 24 MAI 2017 À :

Maire de Naples
Luigi de Magistris
Comune di Napoli
Palazzo San Giacomo
Piazza Municipio 80133 Napoli, Italie
Fax : +39 08 17955002
Courriel : urp@comune.napoli.it

**Forme d'appel : Dear Mayor, /
Monsieur le Maire,**

Ministre de l'Intérieur
Marco Minniti
Ministero dell'Interno
Piazza del Viminale 1
00184 Roma, Italie
Fax : + 39 06 46549832
Courriel :
segreteria.tecnica.ministro@interno.it

**Formule d'appel : Dear Minister, /
Monsieur le Ministre,**

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Italie dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number Email address Salutation .

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la première mise à jour de l'AU 63/17. Pour plus d'informations : <https://www.amnesty.org/fr/documents/EUR30/5937/2017/fr/>

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

ITALIE. DES CENTAINES DE ROMS ONT ÉTÉ EXPULSÉS DE FORCE

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Au cours des mois précédant l'expulsion forcée, la municipalité n'a pas véritablement consulté les résidents afin d'explorer toutes les solutions envisageables pour éviter l'expulsion ni les options permettant de reloger la totalité des intéressés. Deux semaines avant l'expulsion, les autorités ont dit aux familles que celle-ci aurait lieu le 11 avril et leur ont donné quelques copies de l'ordonnance d'expulsion. Cependant, le 6 avril, elles ont dit aux familles d'être prêtes à partir le lendemain.

L'expulsion forcée a commencé à 7 heures du matin le 7 avril, et à 11 heures, tout le monde avait quitté le campement. La zone a été saisie et l'accès en a été interdit. La démolition a commencé vers 10 heures à l'arrière du campement. Tous les logements ont été détruits. Seuls quelques bâtiments qui existaient déjà avant la création du campement rom sont restés debout. Beaucoup de logements étaient vides car leurs habitants étaient partis au cours des semaines et des jours précédant l'expulsion. Cependant, beaucoup de biens ont été abandonnés, à la fois par les familles qui ont quitté le campement avant l'expulsion et par ceux qui ont été expulsés le 7 avril ; notamment des meubles, des vêtements, des jouets et des bombonnes de gaz. On ne leur aurait proposé aucune indemnisation pour la perte de leurs biens.

Des dizaines d'agents des forces de l'ordre et d'autres agents (notamment des carabinieri et des membres de la division des enquêtes et des opérations spéciales, de la police judiciaire et de la police municipale) ont participé à l'opération, utilisant de nombreux véhicules. Des pompiers, des agents de la protection civile, plusieurs bulldozers et des camions pour tout transporter avant la démolition étaient également présents.

Alors que certaines familles savaient qu'elles seraient transférées au nouveau camp de Via del Riposo, construit grâce aux fonds fournis par la municipalité de Naples et le ministère de l'Intérieur, beaucoup d'autres ont été informées qu'elles n'étaient pas sur la liste du nouveau camp. Et encore plus de familles n'ont reçu aucune réponse des autorités lorsqu'elles ont demandé où elles devraient aller puisqu'on ne leur proposait aucune solution de relogement. Lorsque les chercheurs d'Amnesty ont demandé ce qui allait arriver aux familles n'ayant reçu aucune solution de relogement, des représentants de la municipalité et un policier ont refusé de répondre. Un d'entre eux a déclaré : « Nous n'avons pas de place pour tous ».

Les familles ayant reçu une place au camp de Via del Riposo se sont vu offrir le transport si elles n'avaient aucun moyen de s'y rendre. Trois bus ont emmené des adultes et des enfants au nouveau camp, et quelques voitures ont été utilisées pour transporter certains de leurs biens. Cependant, beaucoup de Roms ont dit à Amnesty qu'on leur avait ordonné de ne prendre que très peu d'affaires car il n'y avait pas beaucoup d'espace à Via del Riposo. Amnesty considère que le camp de Via del Riposo n'est pas une alternative adaptée et qu'on peut s'inquiéter au sujet de l'espace, de l'accès aux services, de la sécurité d'occupation des familles et de la ségrégation générale. Amnesty attend l'autorisation des autorités pour visiter le camp de Via del Riposo, mais a été informée qu'il contient 28 conteneurs (27 habités et un utilisé par les autorités), chacun d'entre eux mesurant environ 20 mètres carrés et contenant une pièce, une salle de bain et une cuisine. Il y a l'électricité et l'eau courante (chaude et froide) et le camp est entouré de barrières. Des slogans anti-Roms tel que « Non aux Roms », « Non à la dégradation » et « Traîtres » avaient déjà été peints à la bombe sur les barrières entourant le camp. L'entrée est gardée tous les jours 24 heures sur 24 et des forces de polices sont déployées à l'extérieur, car les autorités reconnaissent un risque de tensions et d'attaques par des personnes anti-Roms.

Des dizaines de familles roms de Gianturco sont sans abri. Certaines ont improvisé des logements dans des campements non autorisés existants, d'autres vivent temporairement chez des amis et des parents, et au moins trois familles ont passé la nuit dans leurs voitures et une dans une gare. Cette dernière comprenait notamment une femme enceinte de sept mois et un homme de 20 ans gravement malade. Lors d'une rencontre demandée par des militants et des familles roms qui se sont retrouvées sans abri le 11 avril, la municipalité a reconnu qu'elle « n'avait pas d'alternatives [et] ne pouvait pas trouver de solution pour toutes les familles ».

Noms : Des familles roms (adultes et enfants) expulsées de force du campement non autorisé à Gianturco
Homme et femmes

Action complémentaire sur l'AU 63/17, EUR 30/6051/2017, 12 avril 2017

